

api

INFORMATIONS
REGIONALES
HEBDO

n° 21 / 7 mars

dir. B.Lambert

2F 50

affaire MESANGER
procès en appel
RENNES 9 mars

2 MOIS DE PRISON POUR RIEN



MESANGER :

reflexion sur le

FONCIER

Nous avons relaté la semaine dernière (APL no 20) les grandes phases de l'affaire Pellerin. Cette semaine, quelques réflexions sur le foncier avec un paysan travailleur de la région d'Anceis.

F.D.S.E.A.: tradition de lutte et notabilité

Dès le début de l'affaire Pellerin, un clivage va imposer un certain style de revendications et d'actions. Le syndicat local FDSEA, plus ou moins coincé dans ses contradictions, partagé entre une tradition de lutte dans la région (statut du fermage en 45, loi d'orientation fermière de 62, etc...) et les lourdeurs d'une position confortable (poids des notables syndicaux, implantation d'une organisation prestataire de services...) ne saura pas impulser la lutte contre l'expulsion de Charles et Marie Pellerin.

La FDSEA, se satisfaisant très vite d'avoir obtenu un "délai de grâce" de 1 an, va se trouver très vite dépassée, à la remorque.

autre démarcation...

La mise en place de la riposte contre l'expulsion va faire apparaître une autre ligne de démarcation.

Si, jusqu'au 20 novembre, 1ère tentative avortée de l'huissier et des flics, l'ensemble des fermiers a participé à l'action - surtout par vieux réflexe, par tradition syndicale: "Vous n'avez pas le droit de reprendre dans ces conditions"

Quand il s'agira de la redistribution prioritaire des terres aux Pellerin, tout le monde ne suivra plus...

La plupart des fermiers de Mésanger ont des exploitations assez importantes (25 - 30 ha). Ils ont tous des enfants à placer. Ils reprendraient bien quelques hectares quitte à les exploiter en commun avec un voisin en créant un GAEC (Groupe agricole d'exploitation en Commun) provisoire jusqu'à ce que les jeunes reprennent...

Ils se bouffent le nez (alors, quand on leur parle de prioritaire...) "vous voulez nous reprendre nos terres"...

Une autre catégorie de paysans, que l'on peut qualifier de "modernisés-endettés", ont participé à l'action jusqu'au bout. Peut être par réflexe humaniste, mais surtout parce qu'ils étaient tous en difficulté. L'un d'eux avait autrefois eu une expulsion. Un autre cherchait désespérément de la terre pour ses gars. Un autre encore se lançait dans la production de volailles avec tous les risques et investissements...

Ils ont très bien senti la nécessité de donner des terres en priorité...

sacro-sainte propriété

Quant aux petits propriétaires (ils sont une douzaine sur la commune à posséder moins de 20 ha), ils n'ont jamais participé à l'action. Souvent endettés, avec des conditions matérielles précaires, ils s'accrochent désespérément à leur seule différence, leur statut de "propriétaire". La solidarité ne joue pas avec eux.

Leur absence dans la lutte, combinée à d'autres facteurs, a entraîné des paysans travailleurs à lancer des bases de réflexion sur la propriété, tant pour se clarifier eux-mêmes que pour offrir une base de discussion aux non P. T..

encore un cumul ... le diable lettre ouverte

Une affaire de cumul d'exploitation à la Rouxière; une commune bien connue dans notre région pour nous avoir démontré ce qu'était l'entente entre paysans, ce qu'était le développement, ce qu'était la modernisation de ses exploitations.

Aujourd'hui, comme ce développement concerne près de 50 % des exploitations de la commune (ce qui est un record), certains exploitations d'avant-garde technique mais qui sont aussi celles qui ont bénéficié de l'avantage d'être les plus anciennes, détiennent pour leurs responsables des revenus parmi les plus gros de tous les travailleurs de la Rouxière.

C'était l'avantage pour les pionniers de la modernisation; c'est aussi le risque. Le GAEC de l'Epi à la Rouxière, fait partie de cette tranche: - haute productivité; sur 63 ha drainés et arrosés, produisent la nourriture pour 150 truies et l'engraissement correspondant. Une fabrication d'aliment a été adjoint à l'exploitation.

- le revenu de cette exploitation fait vivre 3 familles. Chacun sait sur la Rouxière et personne ne leur reproche, que jamais ni l'un ni l'autre ne se plaint de son revenu.

Ce sont 2 points qui suffisent à l'analyse pour souhaiter que ce GAEC sache limiter ses appétits de reprise de terre.

En effet, il est totalement inadmissible que ces derniers envisagent de reprendre pour leur propre compte une vingtaine d'hectares, alors que parmi une dizaine de prétendants à ces 20 ha, dont 14 immédiatement, il y en a bien 1 qui soit vraiment méritant... Mais quand on grossit, on grossit. et suivre un régime devient de plus en plus dur.

Pourtant nous étions d'accord avec Auguste Dupont pour avoir travaillé avec lui, dans le cadre d'une commission P. S. à l'élaboration d'un quantum par exploitation, nous y avons retenu les chiffres de 30 truies naisseurs-engraisseurs pour une exploitation sans terre. Nous convenions ensemble qu'avoir en plus des ha de terre pour alimenter ses porcs était une rente de situation qui devait limiter la quantité de porcs retenue par exploitation. Alors, Auguste Dupont, que veut dire cet engagement? Sachant que demain tu reprends de la terre. Les prétextes de régulariser sa situation dans le GAEC sur le plan juridique ne suffisent pas à dire le contraire du dicton: "C'est le diable qui prêche la passion"

COMMENT E.D.F. VOUS INFORME L'AFFAIRE LIGNAT (suites)



"Montrer qu'EDF joue le jeu de l'information" (document SEGESTE à paraître).

"EDF a toujours joué cartes sur table" (communiqué E D F dans Ouest-France, après l'affaire Lignat).

De six semaines de luttes populaires quelquefois violentes, de tension quotidienne, des événements du Pellerin, de Couëron, de St. Jean de Boiseau, de Cheix en Retz, la commission d'enquête sur le projet du Pellerin (Enquête d'Utilité Publique), n'a retenu que ceci:

"La Commission considère en premier lieu que l'existence de contestations sincères émanant de milieux soucieux de protection de la nature ou d'intérêts légitimes est de nature à justifier un nouvel effort d'information de la part des Pouvoirs Publics et de l'EDF...!"

Ce qui était vraiment le moins que l'on pouvait faire.

Comment E D F comprend-elle ce nouvel effort d'information?

Qui nous envoie-t-elle?
 Quel public vise son information?
 Quel objectif vise-t-elle?
 Comment fait-elle circuler ses arguments?

qui nous envoie-t-elle?

La région d'Équipement Tours possède au moins trois ingénieurs spécialement chargés de faire "avalier" la pilule nucléaire: Mr. MAILLARD, Mr. ALBERTI, et Mr. LIGNAT.

Ce dernier, informateur involontaire de la population, va nous aider à y voir un peu plus clair. Mais revenons un peu en arrière:

Le soir du 9 janvier 1978, Mr. LIGNAT, ingénieur E D F "en retraite", rendait une "simple visite de courtoisie" au propriétaire du petit château de la Cossonnière, en bordure immédiate du site de l'improbable centrale du Pellerin. Intercepté par la population (50 personnes rassemblées en quelques minutes), Mr. LIGNAT niait farouchement que sa visite avait un quelconque rapport avec le projet de centrale, et formellement en tout cas qu'il venait prendre un premier contact pour achat avec le propriétaire. (Celui-ci ne s'était jamais caché avoir fait depuis longtemps des offres de vente à E D F, et a confirmé le soir même en privé, qu'il avait bien eu des propositions d'achat de Mr. LIGNAT.)



Mr. LIGNAT a été délesté de deux ou trois kilos de documents qui en disaient long sur ses activités dans le secteur, et E D F n'a pu nier qu'il était chargé d'une "mission d'information".

Nous sommes tombés par hasard sur les photocopies de quelques uns de ces documents, qui révèlent de façon éclatante les méthodes employées par EDF pour parvenir à ses fins.

quel public visé par E.D.F.?

"Les milieux dirigeants et les élus du département .

"Les responsables, les notables".
 "Les personnes favorables .
 (document SEGESTE, déjà publié).

Voici, à titre d'exemple, le relevé d'une des feuilles d'adresses de Mr. LIGNAT:

- FABRE, directeur du G. I. E. (Groupement d'Intérêt Economique) Lait Viandes des Pays de Loire.
- un industriel du Pellerin, mention "favorable".
- FILLAUD, directeur de la Laiterie de St. Père en Retz
- un technicien d'Indret "favorable"
- un retraité d'Indret (5galons), et déjà "très favorable".

CONCLUSIONS:

- 95 % de "notables et de responsables"
- 5 % d'employés ou cadres à Indret ou à la SNIAS (qui travaillent pour le nucléaire).
- beaucoup de gens intéressés à un titre ou à un autre aux retombées financières de la centrale
- tous des gens favorables dès avant leur invitation.

Effort sincère d'information ou tentative d'organisation sur place d'un groupe de pression contre la grande majorité de la population?

quel objectif poursuit E.D.F.

En fait, la réponse est contenue dans la question quant on lit attentivement le document SEGESTE déjà publié dans A P L.

L'objectif poursuivi par E D F est manifestement de "Dynamiser le sentiment pro-nucléaire des personnes favorables, en les informant de façon privilégiée."

"Inviter les responsables à réclamer avec plus de vigueur une centrale indispensable à l'avenir en Basse-Loire".

les appuis logistiques de Lignat dans le secteur

Sur les conseils de la SEGESTE (nouveau document à paraître) p. 4 E D F procède à la "mise en place de la logistique".

Sommes-nous en guerre?

En tout cas, voici quatre des généraux de Napoléon-Clausevitz-Lignat

1- Monsieur FILLAUD: Directeur de la Laiterie de St. Père en Retz, habitant St. Père en Retz, a fourni à Lignat une liste de personnes à contacter.

2- Monsieur BROUNAIS: Directeur de la Société des Transports du même nom à LA MONTAGNE. Suppléant du docteur Richard (R P R) aux dernières législatives, a transmis deux listes de personnalités susceptibles d'être intéressées.

3- Monsieur CORDIER: Directeur de COFRATEL REZE, habitant à Rouans, a fourni une liste à Mr. Lignat.

4- Monsieur FABRE: Directeur G. I. E. Lait-Viande Pays de Loire habitant au Pellerin. Un "battant qui souhaiterait voir E D F plaquer des affiches pro-nucléaires sur les murs (Lignat dixit), a été pressenti par Mr. Lignat pour lui fournir une liste.

Quatre directeurs de Sociétés... Sans commentaire.

...et un général de réserve, qui peut toujours servir:

MAITRE TOULZA: Avocat nantais bien

connu pour ses sympathies d'extrême-droite, et pour avoir défendu contre de braves gens les causes les plus crasseuses (affaire GRATON, affaire RONDINEAU contre MOUILLE). Son nom et son adresse ne figurent donc pas par hasard en regard des notes de Mr. Lignat concernant la F. F. A. (Syndicat agricole d'extrême droite), dont il est le Conseiller habituel).

la F. F. A. ?

La Fédération Française de l'Agriculture est explicitement visée par Monsieur LIGNAT comme pouvant servir de "tremplin" (Lignat dit) ... pour déposséder les agriculteurs de 300 hectares de terre!! Jugez vous-même. Monsieur Lignat écrit:

"Voir avec F. F. A. et faire les... (mot illisible: conventions? contentieux??) entre les agriculteurs".

"Les tractations pourraient être appuyées par la F. F. A."

"En cas échange SAFER les gens pourraient être défendus par F. F. A."

Monsieur LIGNAT souffle ses arguments à la F. F. A.

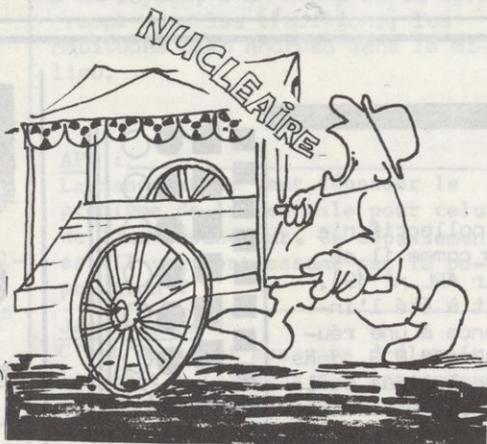
"Dire aux agriculteurs: vous avez des problèmes, nous pouvons, nous F. F. A., vous aider auprès d'EDF."

Un agriculteur F. F. A. de Brains est invité à la réunion de propagande de la mi-décembre à Nantes.

les agents E.D.F. du secteur

Yves CORDELLE, directeur de la Région d'Équipement Tours, recommande à Lignat de les utiliser comme propagandistes pour distribuer autour d'eux des fiches "d'information".

comment EDF véhicule-t-elle son information ?



Le temps des visites ouvertes de centrales (Bugey) semble terminé depuis des mois, et c'est toujours semi-clandestinement qu'EDF s'adresse désormais à ses clients:

- Lettres d'information adressées par la poste à la population du site (A propos, rien de nouveau depuis l'enquête. On n'a jamais reçu la 5ème lettre d'information, prévue pour décembre dernier, que Mr. Lignat promenait imprudemment)

- Mr. Lignat fait du porte-à-porte pour "placer" sa centrale. Il commence par le haut de l'échelle sociale, et demande à ces notables des adresses de relations favorables au nucléaire. Ces relations sont contactées confidentiellement, rendez-vous est pris. Lignat fait un petit discours, étudie la psychologie du client, puis propose sa marchandise: une réunion d'information pour quelques uns comme celle qui a eu lieu le samedi 17 décembre 1977 de 14 à 16 heures, rue du Général Mellinet à Nantes. Le programme est édifiant:

- introduction de Lignat
- exposé de Maillard (ingénieur Région d'Équipement Tours)
- discussion
- présentation de la maquette du projet

- projection d'un film sur les centrales à eau pressurisée
- remise d'un dossier documentaire
- éventuellement choix d'une date pour une visite de centrale.

n.b. - La lettre d'invitation à cette réunion, signée Lignat, est à en-tête de l'EDF, Région d'Équipement de Tours.

(N'en déduisez rien, s. v. p., Lignat doit avoir un vieux stock de papier à lettres).

Les agents de distribution de l'E. D. F. sont chargés de distribuer des fiches d'information constituant un petit dossier:

1. problème d'alimentation de l'Ouest en Electricité
2. Le Pellerin en sécurité
3. Le Pellerin et environnement
4. Les conséquences économiques du Pellerin
5. Le Pellerin et les Finances de Communes.

Mais la direction de Tours recommande de les diffuser de la main à la main.

DANS LA DROITE LIGNE DE CETTE POLITIQUE, LIGNAT ENTRE DANS LA CLANDESTINITE.

Nous avons récupéré chez une des personnes visitées par Lignat, une carte de visite (encore un vieux stock). Y figurent son adresse personnelle à Nantes,

34, Bd. Albert Thomas
son numéro de téléphone personnel:
40. 03. 45

et son numéro de téléphone EDF à Tours, le 21. 02. 78

Essayez, vous-aussi, de le contacter à Tours (n'oubliez pas l'indicatif), et vous aurez droit au suave: "Il n'y a plus d'abonné au numéro que vous avez demandé".

C'est l'aveu de toute une politique.

Comité de Vigilance Anti-Nucléaire.

INFO EDF DE L'URANIUM POUR LE PELLERIN

Dans le Minervois le vin ne se vend plus (Chaptalisation interdite).

Réconvertissez-vous dans l'uranium.

Actuellement EDF et ses services privés lancent une campagne de prospection d'uranium dans le Minervois. A l'appel du Comité de Défense du Minervois et du Comité anti-nucléaire de Carcassonne plusieurs réunions d'information auprès de la population ont et vont avoir lieu dans la région.

Celle-ci ayant pour but :

- d'une part la sensibilisation de l'opinion publique et de dévoiler les projets et les

conséquences d'une telle entreprise ;

- d'autre part, de former des comités type CRIN afin de structurer la lutte.

Mais méfions-nous EDF a déjà ses antennes sur place.

Des copains sur place suivent l'affaire de près et nous ferons parvenir les renseignements concernant l'évolution de la situation.

Des émigrés de la Basse Loire

BIENTOT ON AURA VRAIMENT DES ANTENNES PARTOUT...



ions...special..elections..

ELECTIONS

Faute de temps, le collectif n'a pu vraiment enquêter comme il se l'était promis (voir APL n° 19). Le seul travail fait a été l'interview et la présence à une réunion de la candidature U.P.S. dans la 4ème, et celle écologique de la 8ème circonscription.



1% des verts dans la huitième

Le candidat Albert HERIDET, paysan de CHEIX en RETZ, un vigoureux opposant au projet de la centrale nucléaire du PELLERIN, et son suppléant Jean Claude DEMAURE, universitaire très au courant des problèmes de l'environnement, font le pied de grue, en attendant les trop rares personnes intéressées par leur réunion "électorale" à BOURGNEUF...

"Domage que vous soyez venus aujourd'hui. A PORNIC, on avait 40 personnes et le débat a été très intéressant, ainsi qu'à CHEMERE avec 20 personnes."

Bref, après cette réunion un peu triste, voici quelques passages de l'interview des deux candidats et d'un membre du comité de soutien à la candidature.

APL :

La candidature écologique ne sert-elle pas à masquer un vide, un manque de possibilité d'action depuis les événements de l'enquête d'utilité publique en juillet ?

Albert :

Après ce qui s'est passé pendant l'enquête, il est certain qu'il y a eu un moment de pause ressemblant à de la démobilisation même, sans en être. Une nouvelle forme d'activité a vu le jour. D'abord, l'intervention à La Martinière, une intervention non revendiquée, mais exploitée quand même par les militants anti-nucléaire. On peut évoquer les faits : destruction de l'ouvrage EDF sur le terrain du

port autonome, et ensuite enlèvement de barbelés militaires ayant été déposés là, sans doute pour une reprise des travaux. Ceci a montré la détermination de la population pour lutter contre la centrale. Ensuite, il y a eu l'interception de Lignat (*). C'est un événement en soi qui a relancé le mouvement. On n'a peut-être pas atteint le niveau de mobilisation de l'enquête, mais ça a relancé le militantisme des gens de la base. Alors, en fait, la candidature écologique, ma candidature, n'a pas de lien avec les événements de l'enquête d'utilité publique, mais disons quand même que les événements de La Martinière, de Lignat, nous ont regonflés et nous ont donné peut-être une crédibilité au niveau de la lutte.

Jean Claude :

La candidature écologique, c'est aussi pour nous, une façon de relancer le débat autour du projet nucléaire du PELLERIN, et d'aborder le projet par l'autre bout, en généralisant un peu, une critique de la société productiviste. Il est évident que pour la plupart des militants anti-nucléaires du PELLERIN, il y a longtemps qu'ils

(*) LIGNAT : Démarcheur de l'EDF dont l'interception a permis la saisie de nombreux documents confidentiels de l'EDF.

(*) Gratuit, si le candidat dépasse 5 % des voix.

ont dépassé cette phase là et qu'il en sont à la critique du productivisme, du type de société, à la remise en cause de la notion de progrès... On a vu ça sur tous les sites ; j'ai l'impression qu'au PELLERIN, ça marche mieux qu'ailleurs dans la mesure où il y a un terrain bien préparé, car il y a des industries en place, des gens qui ont une expérience de lutte, il y a INDRET (l'arsenal) qui est là ; c'est quand même quelque chose qui a été très utile à la prise de conscience.

La candidature n'est pas la méthode la plus efficace pour faire quelque chose, on perd du temps et de l'énergie qui seraient peut-être mieux employés ailleurs.

L'intérêt c'est l'envoi par la Préfecture de 70 000 lettres sous enveloppes gratuites (*), et qui seront lues du moins en principe par tous les électeurs.

Sinon, l'intérêt qu'on y voit, c'est que même un petit pourcentage pèsent sur les partis traditionnels. Ceux-ci d'ailleurs, sur la Huitième au moins, se sont empressés de peindre en vert leur programme politique.

APL :

Cette candidature a posé quelques problèmes au sein même du Comité de défense de l'environnement du PELLERIN ; pouvez-vous nous les expliquer ?



Albert :

Au niveau du soutien du Comité de Défense, celui-ci a adopté la même attitude qu'aux municipales, refus de s'engager à soutenir les candidats du mouvement écologique. Dans ces comités existent différents courants de pensée, certains proches des partis traditionnels et qui refusent de s'engager sur une candidature écologique. Certaines oppositions se situent ailleurs, entre autres, à l'action que nous avons menée au moment des municipales et qui a abouti à la création de commissions extra-municipales.

Un membre du Comité de soutien :
Ce que tu dis, c'est un peu rapide, car le Comité de défense de l'environnement s'est penché plusieurs fois sur le problème des législatives. Et il avait opté pour le principe de soutien à une candidature écologique, et puis, il y a eu des refus sur la candidature qui se dessinait. En fait, huit jours avant l'Assemblée Générale du Comité de Défense, un vote du Comité se prononçait clairement pour une candidature. Puis, huit jours après l'Assemblée Générale annuelle avec des gens qu'on ne voit jamais, refuse de soutenir la candidature.

Albert :

Au niveau du monde rural, les mass-media ont tellement donné l'habitude des notables que la candidature d'un paysan, d'un homme de la terre rompt avec les traditions, les habitudes bien ancrées dans le milieu.

APL :

La candidature veut dépasser le problème de la centrale pour celui de l'environnement. Ce dépassement est-il vraiment assumé par la population ?

Jean Claude :

C'est nous qui essayons d'élargir le débat ; les gens sur les communes du PELLERIN, de CHEIX sont d'abord contre la centrale. La campagne est justement un moyen d'élargir le débat. La circonscription, ce n'est pas seulement le PELLERIN, c'est aussi PORNIC et BOURGNEUF. A PORNIC, il y avait 40 personnes, on a parlé des problèmes de la mer. Les ostréiculteurs sont les agriculteurs de la mer, mais il y a aussi des limites à l'exploitation de la mer. On sait que la Baie de BOURGNEUF s'envase et qu'elle s'envase beaucoup plus vite depuis qu'il y a des ostréiculteurs (l'huître dépose des sédiments au fond de la mer).

APL :

En tant que paysan et écologiste, que penses-tu de la qualité de ta production ?

Albert :

Oui, je suis coincé par le système économique. La seule solution, c'est d'arrêter la logique productiviste. Prenons une image : un poisson si tu le mets dans le bleu de méthylène, il ressort bleu, ce qu'il faut, c'est changer l'eau.

APL :

Que va devenir la lutte après les élections ?

Albert :

Ma candidature a permis de clarifier pas mal de choses.

Un membre du Comité

Le rapport de forces s'est modifié on voit des gens (même du P.S.) venir sur nos bases, sur les bases d'Ecologie 78.

La candidature a forcé les évolutions, il y en a même qui vont se découvrir pro-nucléaire d'ici peu.

Jean Claude

En conclusion, nous espérons que si la centrale ne se construit pas au PELLERIN, les opposants de la région aillent massivement et spontanément exporter les formes de lutte dans les autres régions menacées.

2% unité populaire pour le socialisme

dans la 4^{ème}

- [Q] : Quel sens a votre candidature: compter les voix de l'extrême gauche, diffuser un certain nombre d'idées peu connues ou regrouper des militants ?

- ● : Il y a un large courant qui existe sur la 4^{ème} circonscription beaucoup plus large que les organisations révolutionnaires. Ce courant anti-capitaliste, il s'agit de le faire avancer, de constituer un courant politique un peu plus présent dans la population. Ce comité devra avoir une suite, c'est surtout la suite qui est importante.

- [Q] : Dans votre brochure vous regroupez un certain nombre de mouvements (les femmes, les ouvriers, les paysans, les écologistes) qui ont lieu dans la région mais la liaison paraît artificielle. Vous citez Dubigeon, Laving-Places, en quoi tout cela est unifiable sous votre candidature ?

- ● : Ce qui rassemble les gens, c'est de ne pas faire confiance aux partis de la gauche. En fait ce ne sont pas les luttes elles-mêmes que les thèmes qui sont intéressants. A Dubigeon par exemple il y a eu un clivage entre ceux qui faisaient confiance aux partis de gauche et les autres.



- Q: Est-ce qu'il n'y a pas une liaison artificielle entre tous ces mouvements qui ont leur propre autonomie ?

- R: Pour nous, ce qui fait l'unité de ces mouvements c'est que les gens veulent prendre leurs affaires en mains. Le comité ne prétend pas regrouper tous les mouvements, on veut essayer de construire un embryon d'organisation politique. L'UPS ne veut pas coordonner tous les mouvements mais veut montrer que les différentes luttes sont bien anticapitalistes, qu'elles ne sont pas reprises.

- Q: Vous dites: "Le pouvoir aux travailleurs", mais à gauche tout le monde dit plus ou moins cela. Après les élections vous voulez constituer un parti d'avant garde ?

- R: Il y a une aspiration de tout un courant de ne pas faire de la politique traditionnelle, de prendre les choses en main. Mais en même temps on sent qu'on ne peut pas rester éparpillés. Il faudrait que le comité soit un lieu de débats, de coordination entre militants qui travaillent dans différentes organisations. Ce courant qu'on veut représenter ne se reconstruit pas dans les organisations d'extrêmes gauche.

- Q: Est-ce qu'il n'y a pas une sorte de lassitude par rapport au discours politique, et aussi d'extrême gauche ?

- R: Il y a des copains de la Chapelle, après leur confrontation avec le PS au moment des municipales, ont posé des problèmes de ce type là. Ils sont très méfiants vis à vis de tout parti national, de tout discours politique qui n'est pas ancré sur une réalité. Certains sont quand même venus pour faire avec nous une expérience différente mais pour d'autres la méfiance a été la plus forte.

- Q: Le refus de s'engager dans une organisation quelconque, de participer aux discours politiques, est-ce que c'est une régression ou autre chose ?

- R: Il y a beaucoup de gens qui en ont ras le bol du double discours, qu'on ne se retrouve pas dans les partis politiques seulement, mais

aussi dans les luttes syndicales depuis plus d'un an. Il y a des militants qui veulent construire une nouvelle manière de faire de la politique, un nouveau projet et cela nous apparaît important que cela commence dès maintenant. Enfin il y a ceux qui refusent de s'engager par méfiance mais de toute façon les législatures ne changeront pas la face du monde et ces copains désabusés on les retrouvera plus tard si on ne fait pas de conneries.

- Q: Quelle est l'atmosphère dans les boîtes à propos des élections ?

- R: Il n'y a aucune discussion politique entre les gars. Ils sont écoeurés par les "débats" MARCHAIS MITTERRAND. Au début de la rupture de la gauche, ils ont beaucoup discuté mais maintenant c'est fini. Ils sont contents qu'on dise autre chose, qu'on ne tienne pas un double discours.

- Q: Est-ce que le choix d'une suppléante femme correspond à un souci particulier ou est-ce un pur hasard ?

- R: La question s'est posée de savoir si on ne devait pas avoir une candidate femme. Bien sûr cela faisait mieux mais on n'avait pas mené sur la circonscription un boulot particulier sur ce sujet et cela aurait été parachuté. La revendication féministe est un des thèmes de la campagne mais au même titre que d'autres. Ce qui a été plus au coeur de la cam-

pagne a tourné autour de "vent de la zone". On voulait avoir des candidats reconnus comme militants actifs, ouvriers, paysans, éventuellement femmes

- Q: Est-ce qu'il n'y a pas une certaine monopolisation des militants de "Vent de la zone" ?

- R: L'idée est partie de là parce que le boulot y était le plus avancé. Mais le comité ne se limite pas à cela car, pour la brochure, on a constitué des commissions de travail groupant des inorganisés et des militants de divers secteurs.

- Q: Ce travail a permis une nouvelle cohérence ?

- R: Les élections sont un moment privilégié pour exprimer ses idées de manière plus générale, pour parler de la société que l'on veut.

- Q: Dans votre brochure vous dites que vous appellerez à voter pour la gauche, au second tour. Pourquoi ?

- R: C'est une position majoritaire dans le comité. Il y en a qui ne sont pas d'accord mais n'en font pas une position de blocage. Le sens de l'appel à voter à gauche au 2^e tour est d'affirmer que bien sûr on ne fait pas confiance au PC et au PS, qu'ils ne représentent pas les travailleurs tout en s'appuyant sur eux, qu'ils ne veulent pas le socialisme. Mais dans la conjoncture actuelle, il sera moins facile à un gouvernement de gauche de nous taper sur la gueule que si c'est CHIRAC.

enquête APL



VOL AUX ASSISES :



LES FLICS, MAUVAIS SCENARISTES ...

vendredi 26 février

9 H 30, début d'une audience en Cour d'Assises : procès très ordinaire. On juge pour un vol commis à PAIMBOEUF le 4 janvier 1977. Trois jeunes mecs en détention depuis 13 mois et qui, effectivement, ne sont pas des enfants de chœur.

QU'A DONC D'INTERESSANT CE PROCES ?

Un avocat dira : "Je les crois innocents. Matériellement, il est impossible que ce soient eux. Mais les Flics, la Société veulent à tout prix les condamner pour leur passé et les faire plonger." On rappelle d'abord point par point comment cela s'est passé, puis viennent les premiers témoins et là, commencent les contradictions.

4900 F = 5800 F ?

La victime qui, à l'enquête, le lendemain du vol, en avait déclaré le montant (autour de 4900F) en détaillant très précisément le nombre de billets et jusqu'aux pièces de 1 F, aujourd'hui annonce 5 800 F. Les avocats le font préciser. On peut être surpris quand on sait que lors de la perquisition chez l'un des accusés, on a trouvé 5 600 F. Pourquoi ce réajustement ?

On en arrive aux témoignages des gendarmes. Là, c'est un vrai sac de noeuds : ils ne sont pas d'accord entre eux, et en complète contradiction avec le procès-verbal dressé le jour du vol. Le capitaine de Machecoul et celui de Paimboeuf vont jusqu'à se contester devant la barre et à parler de "folklore" devant l'alibi d'un des accusés.

perquisition ...

Un avocat voudrait éclaircir le problème de la perquisition car elle a été faite sans l'accusé et est pour le procureur une des pièces à conviction :

- **l'Avocat :**
Qui a ordonné la perquisition ?
- **le Capitaine de Paimboeuf :**
C'est moi.
- **l'Avocat :**
C'est vous qui l'avez effectuée ?

- **le Capitaine de Paimboeuf :**
Non, c'est le capitaine de Machecoul.
- **l'Avocat :**
Mais comment se fait-il que ce ne soit pas lui qui en ai fait le compte-rendu ?
- **le Capitaine de Paimboeuf :**
Mais il avait fait un brouillon...
- **l'Avocat :**
Comment se fait-il que la signature ne corresponde ni à votre nom ni à celui de votre collègue de Machecoul ?
- **le Capitaine de Paimboeuf :**
C'est un autre gendarme qui l'a signé.
- **l'Avocat :**
Était-il présent à la perquisition ?
- **le Capitaine de Paimboeuf :**
Non.

On comprend la colère de l'avocat et on comprendra encore mieux par la suite. Les erreurs, omissions, contradictions continuent au fil de leur témoignage, à se faire jour...

par ici la monnaie

La défense demande à ce qu'on lui présente les pièces à conviction, en l'occurrence, les paquets de billets. Manque de chance, ils sont restés... à la banque. On suspend la séance, et on cherche le greffier qui pourra les faire venir ; on court ; on s'affole... Ah ! Ça y est ! Le paquet arrive ; la séance reprend. Les avocats jettent un oeil. Le procureur, lui, demande l'ouverture des scellés pour y retrouver une autre pièce à conviction : un billet de 50 F scotché que la commerçante pourrait reconnaître.

Le président lit le détail des billets contenus dans chaque paquet et on décachète avec tout le sérieux possible. Comment croire le contraire dans une salle de tribunal ?

Premier paquet : Surprise générale quand on trouve un billet de 500 F en plus. Le gendarme qui a posé les scellés commence à pâlir. Personne ne comprend, y'a de quoi !

On passe au **deuxième paquet**, et là, c'est l'explosion de colère : il manque trois billets de 100 F.

Le procureur ira, pour se justifier, jusqu'à se ridiculiser en disant que peut-être qu'entre le moment où on a fait les comptes

et la pose des scellés "un gendarme a pu avoir besoin de monnaie" !

Puis il se reprend et éclate de colère, s'en prend ouvertement aux gendarmes, déclare qu'il a lui-même relevé 7 erreurs pour cette perquisition et la mise sous scellés.

Le sérieux du procès en a pris un coup. Il est 19 heures, le président ordonne une suspension de séance.

acquittés!

On commence par les plaidoiries. Pour répondre aux avocats, qui après la légèreté de l'enquête, mais non sans arrière pensée, pourraient soupçonner les gendarmes d'avoir eux-mêmes déposé l'argent (la perquisition n'avait pas de témoins), le procureur dira que "avec le salaire modeste de gendarmes, ceux-ci ne pouvaient pas rassembler cette somme pour la déposer chez l'accusé" entre 8 H, l'arrestation, et 14 H, la perquisition.

Le tiers de son réquisitoire portera sur le danger que représente pour la société, le passé de ces truands, et demandera 8 années de réclusion.

Ce n'est qu'à Minuit et demi que les trois avocats des accusés finiront leurs plaidoiries après avoir démonté point par point les preuves, les accusations et les contradictions des témoins. Ils demanderont l'acquiescement.

Après deux heures de délibération, les jurés reviennent. A la question : "Sont-ils coupables de vol ?", réponse : Non.

La machination montée par les flics pour faire tomber ces trois "dangereux individus" aura, cette fois, fait long feu. Il faut dire que les gendarmes se sont montrés bien peu convaincants : leur scénario était un grossier tissu d'invéraisemblances.

Mais pour un ratage, combien de réussites brillantes en ce domaine, à l'actif des représentants de l'ordre ? Le gendarme qui témoigne est assermenté et, comme le rappelait récemment avec cynisme un magistrat : en tant que défenseur de la paix publique, bénéficiant d'un préjugé favorable, un flic a "parfaitement le droit de mentir".

des témoins à l'audience

LIBÉREZ MARCO !

QUAND LA MAGISTRATURE "DE GAUCHE" S'ACHARNE SUR UN PRISONNIER.

Monsieur Guitton, juge d'instruction, adhérent au syndicat de la Magistrature s'obstine à maintenir en prison, depuis Noël, à 80 Km de Nantes (où réside sa famille) notre camarade Marc Gerin (Marco) et cela, en vertu d'accusations arbitraires. Un avocat nous l'a confirmé : le dossier est vide de toute preuve, de tout fait matériel, et le maintien en détention repose uniquement sur des allégations policières invérifiées. En vérité, dans cette affaire la justice bourgeoise, la nouvelle magistrature "anticapitaliste", et tous ceux qui restent complices par leur silence, ont un seul but : régler de très vieux comptes avec Marco, docker nantais de 50 ans représentant typique du mouvement ouvrier nantais contestataire, solidaire de toutes les luttes, et libre vis à vis des appareils.

QUI EST MARCO ?

Marc travaille sur les quais de Nantes depuis presque 20 ans; il porte les sacs et gratte au fond des soutes pour nourrir une femme et 6 enfants, dont plusieurs sont au chômage. Il est connu comme militant du C.A.P.; le Comité d'Action des Prisonniers, qui défend ceux dont tout le monde se fout, parce qu'en bulletins de votes, ils ne comptent pas : les prolétaires enfermés pour "vol" ou pour violence" par une société d'escrocs, de banquiers et de matraqueurs. Un type sort de prison : il n'a rien, ni logis, ni amis, ni argent, il va traîner ses guêtres sur le quai, Marco va l'accueillir il le dépanne, l'héberge, l'aide, s'il veut, à retrouver

du travail. Ca s'est passé plus d'une fois, et nous sommes nombreux à pouvoir en témoigner.

Marc était, en 68, un casque de chantier sur la tête, parmi les jeunes manifestants aux heures les plus chaudes aux abords de la préfecture. Il était devant chez Paris, en 1972, parmi 1500 travailleurs rassemblés en hâte : contre les milices patronales le comité des jaunes, les chiens, et les CRS cognant sur le piquet de grève. Il était, avec nous près du consulat d'Espagne, quai de la Fosse, "visité" par une manifestation spontanée d'antifascistes, le soir de l'exécution des 5 par le vieillard sanguinaire de Madrid : et déjà ce jour là, nous avons réclamé, dans la rue, en face d'un mince cordon de flics, qu'on le relâche : la police avait interpellé Marco, non loin de là, l'avait roué de coups, et tentait de lui mettre sur le dos la "casse" - d'ailleurs minime - de ce local franquiste, "casse" que nous assumions tous. Ce jour là, sous la pression, Mourier, chef de la police nantaise, avait cédé, et Marc fut libéré.

Il est venu, depuis, à Cheix, soutenir avec d'autres les fermiers Mouillé menacés d'expulsion, puis au Pellerin défiler contre la Centrale : il apportait sa bonne humeur avec son chapeau melon, sa bedaine, ses bretelles à pois rouge et son survêtement violet, montrant que l'on pouvait aimer la lutte et savoir rire aussi - et marcher sur les mains devant les CRS.

Marc, enfin, qui lui-même autrefois fit 5 ans de Centrale, pour cambriolage, défendait les jeunes des quartiers pauvres qui volent, et que la police traque : il les défendait, non pas comme tant

de bonnes âmes charitables, qui disent que la société est responsable, et qu'il faut être sage et rentrer dans le rang. Il disait haut et fort que pour ceux qu'on exclut de tout, le vol, la réappropriation directe des richesses accaparées par quelques uns, est un droit légitime, à condition qu'il vise les riches et les riches seulement. Son fils Paris, chômeur, est en prison pour avoir "emprunté", le temps d'une virée d'un soir, la voiture la plus chère de Nantes, une Porsche dernier modèle.



LE DOSSIER EST VIDE
IL FAUT LE LIBÉRER!

VOUS FAITES ERREUR
LE DOSSIER EST
EXPLOSIF ! LA MÊCHE
A ÉTÉ VENDUE

UN DOSSIER ENLEVÉ...
LE QUAI VAIT IL BOUGER?

UN DOSSIER VIDE

C'est tout cela qu'on lui reproche. Que dit le dossier ? Des explosifs ont été volés dans une carrière, en Vendée, l'automne dernier sans doute. Serge R. actuellement en prison pour une autre affaire, reconnaît être l'auteur du vol. Et pour les flics, le "recèleur" - celui qui a entreposé, après la dynamite - c'est Marc Gerin. Telle est la conviction "intime" du juge d'instruction Guitton, qui garde Marc sous clés.

Or, non seulement Marc nie tout cela, non seulement une perquisition en règle chez lui n'a rien donné, il y a plus : Serge R., par deux fois, seul avec le juge et par deux fois confronté avec Marco, ne le reconnaît pas. Il dit : "ce n'est pas lui l'homme à qui j'ai donné la dynamite. Pourtant, le juge est "convaincu" : il a refusé la demande de liberté provisoire.

Il n'y a pas de preuves il n'y a pas de faits. Parce que, pour la justice (et pour un magistrat de cette opposition **pressée** de prendre la relève) Marc est un anarchiste..

Parce que son casier judiciaire n'est pas vierge, parce qu'il est un ouvrier, et n'a pas de "copains" au Tribunal, Marco reste en prison depuis Noël. Comment vivent sa femme et ses enfants ? Ce n'est pas le Problème du juge Guitton, acharné sur sa proie.

A 50 ans, deux mois à l'ombre, c'est dur : déjà qu'à 20 ce n'est pas drôle. Deux mois pour rien, en violation de toutes les "libertés démocratiques", dont les vendeurs de programme nous bassinent tant les oreilles, c'est pire.

APPEL

Marco connaît beaucoup de monde à Nantes : dans le syndicalisme, au PS, au PC même et dans tout le petit monde gauchiste. Tous ces gens là savent bien ce qu'il en est et d'ailleurs l'APL a signalé l'affaire il ya plusieurs semaines. Personne ne bouge, campagne électorale oblige. Dans sa cellule, le docker peut crever, tout le monde s'en fout. Silence on colle.

Quelques amis de Marc Gerin, qui pour diverses raisons tiennent à rester discrets, lancent aujourd'hui l'appel suivant :

- aux avocats, aux juristes, aux personnalités démocratiques qui ont le souci de la justice, que l'arbitraire policier, le viol des libertés, et la détention "préventive" indignent.
- aux vendeurs de programme, aux bonimenteurs d'estrange de toute espèce, qui n'ont que la "classe ouvrière" et "la défense des exploités à la bouche" mais ne font rien.
- aux gauchistes fatigués aux brasseurs d'amertume et de papier, aux rêveurs.

- aux anciens prisonniers qu'ils soient "de droit commun" insoumis ou objecteurs, violents ou non violents, de toute tendance

- aux journalistes progressistes

- aux paysans et spécialement à tous ceux que la justice a pu frapper : qu'ils soient de la Fédération des Paysans Travailleurs ou bien qu'ils soient "eux-mêmes"

- aux fermiers Mouillé de Cheix en Retz

- aux 5 de Couéron aux 31 de St Jean de Boiseau

- aux gens du Pellerin, de Cheix en Retz, et de plus loin, qui ont eu à connaître la violence policière, les filatures et les perquisitions

- et à tous les autres.

Nous proposons dans l'immédiat une réunion Jeudi 9 Mars à 20 H 30, à l'APL, 26 bis Boulevard Schuman (au fond de la cour) à Nantes.

On comptera les présents et les absents aussi. (on peut téléphoner : 76 26 33)

Ce soir là chacun de nous votera par sa présence ou son refus : pour que Marco reste en prison, ou qu'il en sorte.

Par une action collective et déterminée, faisons reculer l'injustice.

Des amis de Marco



● MARDI 7 MARS

- 20h30, réunion debat organisé par la CSF sur le fichage informatique, centre social du Sillon de Bretagne.
- 21h Pauline Julien chante Femmes de Paroles, Faculté de Droit.

● MERCREDI 8 MARS

- 17h Place du Change : Manifestation dans le cadre de la journée internationale des Femmes.

● JEUDI 9 MARS

- 20h30 Réunion du Réseau In rganisés, Fraternité Protestante, "Pour une maison espace libre".
- 20h30, Comité de Soutien à Marco, APL 26bis Bd R. Schumann.

● SAMEDI 11 MARS

- 17h Réunion publique de Révolution Internationale " mobilisation electorale, démobilisation de la classe ouvrière " St Nazaire, Foyer du Travailleur.

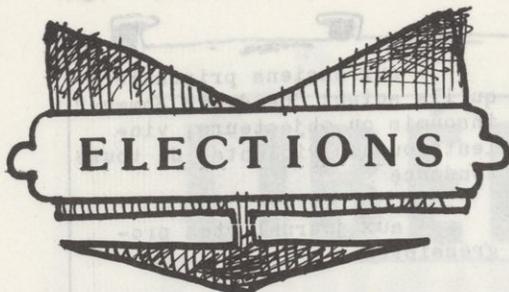
● MARDI 14 MARS

- 20h30 Réunion du C.O.B.A. à la Fraternité protestante.

● JEUDI 16 MARS

- 20h30, Réunion du collectif de campagne avortement, Fraternité Protestante.





ELECTIONS

O.C.E.

- Organisation Communiste Eveil O.C.E. "les révolutionnaires et les élections":
- Jeudi 9 Mars-Saint-nazaire 20H30 Foyer du travailleur, 30, rue du Soleil Levant
- Vendredi 10 Mars, Nantes 20H30, Fraternité Protestante.

ECOLOGIE 44

- Mardi 7 Mars, 20H30, Maison des jeunes de la Géraudière: Montage: "Nature et béton en Presqu'île guérendaise"
- Mercredi 8 Mars, 20H30: Centre social du Bout des Landes, Film: "troubles de croissance"
- Vendredi 10 Mars, 20H30: Centre social du Port-Boyer, Montage: "Nature et béton en Presqu'île guérendaise"
- Jeudi 9 Mars, 20H30: Centre social de Malakoff, Montage: "Nature et béton en Presqu'île guérendaise"..

U.P.S.

- 4 réunions publiques:
- 4ème-Mercredi 8 Mars: Orvault (centre de la Bugallière)
 - Jeudi 9 Mars Meeting à St-Luce (salle municipale)
- 2
- 2ème: -7 Mars, Centre social du Sillon de Bretagne: Film "Nucléaire danger immédiat"
 - 8 Mars, Centre social du bourg de St-Herblain, rue de la Poste, même film.

C.C.A.

- C.C.A., réunion publique Vendredi 10 Mars 20H30, Fraternité Protestante...

FRONT

AUTOGESTIONNAIRE

- Le Front Autogestionnaire pour le socialisme, l'écologie et les droits des femmes.
- 3ème: 2 réunions publiques avec les candidats Joachim Lebot et Marc Vince
- Mardi 7 Mars 20H30 Mairie de BOUGUENAIS.
- Mercredi 8 Mars 20H Centre social Jean Macé St Sébastien..

Lettre ouverte à Mr Sparfel

Président de l'université de NANTES

le 1er mars
1978



Monsieur le Président,

Dans notre lettre du 6.2.78, nous avons attiré votre attention sur la situation des moniteurs, et avons sollicité une entrevue.

N'ayant aucune réponse de votre part à ce jour, bien que nous vous ayons demandé de nous contacter avant le 1er mars, nous nous permettons donc de vous en rappeler le contenu, et de vous faire part de quelques nouveaux éléments.

Notre situation: Nous sommes employés du 1er Octobre au 30 Juin dans différents services de l'Université (bibliothèque, secrétariats, laboratoires et langues, salles de Travaux Pratiques...), à raison de huit heures par semaines.

Pour ce travail nous touchons une indemnité annuelle de 2.400 F brut, payée trimestriellement, et sur laquelle sont retenues deux cotisations (Caisse de Retraite et Sécurité Sociale). Or, nous ne pouvons bénéficier des prestations de la Sécurité Sociale puisque nous n'atteignons pas le minimum d'heures requises; cela veut dire que nous devons cotiser à une mutuelle étudiante. En outre, sont retenus sur notre "indemnité" et la part salariale, ce qui est normal, et la part patronale, ce qui l'est déjà beaucoup moins.

Il nous reste donc 729 F net par trimestre.

Pour couronner le tout, notre "indemnité" est restée inchangée depuis 1969 (elle est fixée par la lettre ministérielle 09 244 du 6 Février 1969).

Nos revendications: Nous désirons d'abord une clarification de notre statut, nous, les laissés pour compte de l'Education Nationale au même titre d'ailleurs que les vacataires, surveillants d'externats, d'internat etc...

Nous demandons une substantielle révalorisation de notre "indemnité", étant donné d'abord qu'on nous demande d'être titulaires d'une licence pour nous engager, et ensuite que depuis 1969, alors que le SMIC est passé de 3,27 F à 20,05 F aujourd'hui, nous touchons toujours la même somme. Parallèlement le prix de la chambre en Cité Universitaire est passé de 80 F/mois à 125 F/mois, et le ticket de Restaurant Universitaire de 1,15 F à 3,50 F.

Pour suivre l'augmentation du Coût de la vie, nous exigeons bien entendu l'indexation annuelle de notre indemnité, et le rappel de notre augmentation depuis Octobre 1977.

Nouveaux éléments depuis notre dernière lettre: Tout d'abord, la F E N a bien voulu nous accorder son soutien. Ensuite, le Conseil de l'Université de Toulouse Le Mirail a accordé son soutien aux luttes des moniteurs.

Différentes facultés dont PARIS VII et PARIS III nous ont assuré de leur solidarité.

Enfin nous avons la surprise d'apprendre qu'à l'Université de PARIS III, les moniteurs, à la suite d'une lutte menée en Janvier 1977, ont déjà obtenu une augmentation de 50 %.

Nous croyions pourtant avoir un statut national???

Nous sommes bien persuadés que vous comprenez le bien-fondé de nos revendications et nous restons à votre disposition pour des négociations.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sincères salutations.

Les Moniteurs de NANTES
Facultés de Lettres

- Sciences
- Sciences Economiques
- E.N.S.M. (Ecole Nationale Supérieure de Mécanique).

une tranche de grève en ARCHII

On entame bientôt une 8ème semaine de grève. Le mouvement atteint une période charnière; nationalement, localement.

la greve en porte a porte

Maintenant 10 UP (Ecoles) sur 23 sont en grève: Lille, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Toulouse, UP5, Rouen, Rennes, Bordeaux, Nancy et Nantes. Toutes ces UP ont entamé leur grève sur l'intervention des étudiants de Nantes en Assemblée Générale. Ce n'est pas que les Nantais soient d'excellents VRP de la grève, mais que la mobilisation était déjà importante. Pourtant beaucoup de freins à la grève: soit des enseignants paternalistes dont les étudiants boivent les paroles en A G comme en cours et en attendant la bienveillance, soit la proximité des élections et les illusions qu'elles font entretenir sur un changement de la politique du Ministère de la Culture sur l'enseignement, soit une influence minime, mais encore réelle, des syndicats étudiants qui sabotent le mouvement (UNEF-RENOUVEAU, regroupant des étudiants PC-PS), ou s'y ralliant de justesse (UNEF-AJS) en espérant racoler des adhérents, soit encore le souvenir de mouvements étudiants ayant été à l'échec (Réforme Soisson) contre tout cela, il a fallu se battre dans les UP visitées, montrer que la grève était possible, qu'il était possible de gagner...



ON ESPERE QU'IL Y AURA PAS BESOIN DE SERVICE APRES VENTE...

recul, contratac

Le Ministère a reculé sur les stages non rémunérés de six mois en agences: ils deviennent facultatifs. Il hésite à sortir ce décret: annoncé comme imminent depuis la fin janvier, il n'est toujours pas tombé. Depuis le début il s'informe par les directeurs d'UP de l'état de la grève dans chaque école, suit les déplacements des étudiants de Nantes. Maintenant, que la grève est nationale, il a essayé d'intimider les étudiants: à Toulouse dissolution du Conseil de Gestion s'il n'applique pas le décret du 3ème cycle (constitution d'une commission qui censure les sujets de diplômes). A Nantes, lettre personnelle à chaque étudiant menaçant d'invalider l'année (redoublement pour tout le monde) retransmise par le directeur

"si les cours et les travaux pratiques ne sont pas assurés dans des conditions convenables les enseignements ne peuvent plus être sanctionnés par des unités de valeur... Il va de soi que ces dernières (les solutions envisagées pour la validation de l'année) devront être soumises à mon accord".

Et le directeur de renchérir: "la prolongation de cet arrêt des études risque de ne permettre que des solutions très partielles de rattrapage et de compromettre la validation de l'année 1977/78".

Le pauvre, s'il savait (et il sait) qu'à Nantes on se bat aujourd'hui pour imposer la validation automatique pour tous les étudiants seule façon d'éviter une répression et de remettre en cause l'enseignement actuel, tel qu'il est sanctionné en fin d'année (les unités de valeurs notes). A Nantes: une certaine conception de la grève étudiante. On a trop vu des mouvements étudiants échouer lamentablement pour ne pas en tirer des enseignements: sur la démocratie interne, sur son isolement social, son fonctionnement quotidien.

des mots... cratie

Depuis le vote du 11 janvier (unanime) la grève a "mûri":

- le refus d'un comité de grève élu (qui serait un report des responsabilités de l'organisation et des initiatives sur quelques meneurs).
- la stabilité des structures (3 comités de grève, 2 A G/hebdo)
- la souveraineté de l'Assemblée Générale (pour les décisions)
- mais aussi ses limites: peu de possibilités de débat ou chacun peut/ose s'exprimer.
- d'où l'importance donnée aux commissions, au comité de grève qui discutent des problèmes du jour avant que l'A G tranche
- autant de parti-pris qui ont permis d'éviter jusqu'à présent ce qui était habituel dans les grèves étudiantes, c'est à dire l'isolement progressif des militants les plus décidés lorsque la grève dure longtemps, la participation de la majorité des étudiants réduite à l'approbation par les votes en Assemblée Générale. Comment expliquer autrement la participation de plus de 60 étudiants (1/3 des grévistes) à une action illégale (qualifiée de gastronomico-militaire), la perturbation violente des élections du Conseil de l'Ordre des Architectes à Angers, ou bien encore voyage de 2 à 5 étudiants dans une vingtaine d'écoles de France pour appeler à la grève nationale en A G, pendant qu'à Nantes, la grève continuait avec ses contre-cours, ses actions, ses A G, etc... ou même pendant les vacances universitaires?

isolement

Comme on le sait, les grèves étudiantes, ça ne gêne pas grand monde: pas de patron direct, pas de production à stopper. Mais la paralysie d'un enseignement ça fait quand même du bruit (sinon y aurait jamais de grève à l'Université), même si on n'en parle peu. Comme à chaque fois, le Ministère joue le pourrissement. Pour éviter cela, la grève active et illimitée, votée à l'unanimité le 11 janvier. Active, c'est à dire considérer que la grève, c'est pas simplement les A G, les comités de grève, c'est surtout toutes les commissions, les contre-cours qui préparent l'action extérieure hebdomadaire. C'est aussi les Travaux Pratiques (T.P.) de grève, rebaptisés actions extérieures. Recommencer un enseignement pendant la grève, sous le contrôle des étudiants, qui soutienne concrètement (assistance technique) les luttes des usagers des couches populaires contre l'aménagement de l'espace capitaliste.

Depuis le début de la grève, le problème s'est posé: beaucoup d'étudiants travaillaient déjà avec des usagers. Tout s'est arrêté avec la grève, mais certains groupes avaient des "contrats" avec des usagers: c'est le cas des TP "Habitat Autogéré" (voir prochain texte du collectif Aménagement - projet d'habitat semi-collectif de 6 familles) d'autant plus que la plupart des étudiants y participant sont contre la grève: ceux là continuent dans leur coin, avec leur profs, à travailler comme avant. Même si ce genre de TP d'Archi est condamné par la Réforme d'Ornano (travail avec usagers en dehors des structures marchandes), il est significatif que des anti-grévistes, à l'AG lundi dernier, ont habilement proposé que tous les TP "extérieurs" se remettent en route, donc que l'enseignement reprenne d'une façon détournée, au nom du lien avec les usagers. La question n'est pas réglée, loin de là, d'autant plus que les demandes sont faites, plus claires celles là, car émanant de comités, associations, en lutte contre leur municipalité, les projets de l'Equipement etc... (Ancenis, St. Molf). C'est bien sur des actions comme celles-ci, dans un soutien à une lutte, et non pas simplement comme prestataires de services à des usagers en quête d'architectes moins "chiants", que le mouvement va pouvoir s'appuyer.

5. et les profs ?

A Nantes 2 syndicats: le SNESUP dont la majorité des membres sont au PC, le SGEN-CFDT, très minoritaire, plus "gauchiste". Le SNESUP et le PC divisés en 2 groupes, l'un assez scientifique-technocrate (méthodologie, travail sur ordinateur) l'autre plutôt académiste marginal (expériences du type "Habitat-autogéré"). Face à cette réforme, c'est l'Union sacrée: il n'est pas question de revenir à l'enseignement d'avant 68 (qu'ils ont connu étudiants, encore moins de faire entrer les patrons à l'université. La rapidité et l'ampleur de leur soutien - dès le début - a surpris plus d'un étudiant. Ceux-là même qui ont depuis longtemps participé à la "normalisation" de l'enseignement, institué des matières (Unités de Valeur) découpées en tranches, sans liens entre elles et dont parfois l'utilité se résume à accroître la sélection au sein de l'école, ceux-là qui depuis des années gèrent la pénurie organisée par le Ministère, en participant aux Conseils de Gestion, maintenant se dé-

clarent aux cotés des étudiants, soutiennent leurs actions: ils ont participé au Tour de France des étudiants dans les UP, provoquant des AG des profs, syndiqués ou non: ça a abouti aux Assises Nationales des profs, avec délégation au Ministère, à la motion contre la Réforme signée par 470 sur 600. Pourtant ce n'est pas le SNESUP national qui pousse à le roue: "Pas de mouvement si la majorité des enseignants n'y sont pas prêts" c'est à dire demerdez-vous tout seuls, on suivra... les élections sont bien proches pour le SNESUP et comme ont pu le dire certains à Nantes aussi "la réaction a tout intérêt à provoquer des mouvements étudiants pour effrayer l'électorat". Certes on condamne la Réforme, mais...soyons sérieux camarades: "il est certain que tous les étudiants qui s'inscrivent dans les UPA ne disposent pas de toutes les capacités pour devenir architectes... il est souhaitable qu'ils puissent s'orienter au bout d'un an ou deux vers d'autres études"... on est contre un concours en fin de 1ère année mais la sélection a du bon ...

Correspondant Archi

Concrètement nous proposons:

- la tenue d'états généraux de l'enseignement de l'architecture à Paris courant troisième trimestre (spectaculaires...)

Sommes-nous simplement des demandeurs de soutien à ces groupes en luttés? NON. Dès à présent par notre disponibilité proposons notre aide à travers contacts... contre-enseignement... enquêtes... interventions conjointes. Et surtout par notre connaissance des projet globaux d'aménagement de la bourgeoisie nous leur proposons de se rencontrer régionalement échangeant nos expériences et coordonnant éventuellement des actions par un "week-end" école ouverte où parmi les différents stands, débats organisés et animations avant les états généraux de l'enseignement. Nous réfléchissons d'ailleurs ensemble à leur participation à ces états généraux.

Durant ces week-end régionaux nous exposerons nous même:

- * - réalisations progressistes depuis 68
- * - historiques des écoles (si intéressant)
- * - vrais besoins des écoles (pédagogies, encadrement, locaux, etc...)
- * - déroulement local de la lutte..

Comité de Grève

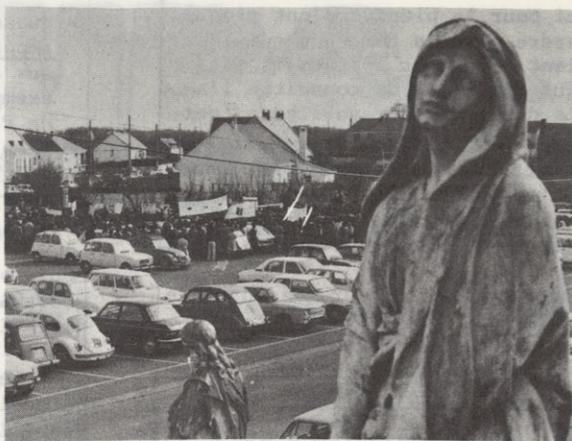


L'ENJEU DE LA GRÈVE :
REFUSER D'ÊTRE LES
HOMMES DE MAIN DU
PATRONAT

mon dieu, faites que la gauche ne passe

ou Panique des Responsables de
l'Enseignement Privé-Catholique.

Pas...



LAMENTATIONS SUR FOND DE MANIF...

" Ne manquons pas de bien prier la Très Sainte-Vierge, étant donné l'importance de l'Enjeu... Elle a arrêté chez nous l'invasion allemande en 1871... le chapelain a sauvé le Portugal en 1928... En mars 1964, le Brésil fut sauvé d'une révolution imminente... par le Rosaire récité dans les rues par des millions de femmes et d'enfants... En disant cela je ne fais pas de politique... Pour nous aujourd'hui, ils'agit de sauver l'Eglise de France, la liberté d'Enseignement et finalement toutes nos libertés etc...."

On croit rêver, et pourtant c'est vrai: ces lignes sont extraites du Bulletin Paroissial de la Chapelle-Saint Sauveur (44) daté du 17 Février 1973 (oui, non pas 1873....) à quelques semaines des dernières élections législatives.

Mars 1978... Cinq ans après: qu'en est-il, à quelques jours des échéances électorales?

Eh bien. Il semble que cela ne se soit guère amélioré. Au niveau du folklore, parlons tout d'abord d'une messe célébrée le samedi, 4 mars dans l'Eglise Sainte-Thérèse de Nantes (église reconnue de la bourgeoisie nantaise). Cette messe a eu lieu à l'initiative des Associations Familiales Catholiques qui très sérieusement déclarent:

"Nous invitons toutes les familles à prier, tout simplement pour la France, fidèles en cela à une tradition séculaire qui incite les Chrétiens à se tourner vers le Seigneur dans les circonstances graves... Si l'Etat s'arroge la responsabilité de l'Education les parents ne sont plus libres, car leur liberté se trouve en conflit avec le pouvoir de l'Etat"

Un vrai vent de panique souffle sur les responsables de l'Enseignement Privé-Catholique. "Mobilisation Générale." semble bien être le mot d'ordre qu'ils aient donné.

Du Coté des Parents: (Coté officiel.) la campagne est lancée depuis longtemps. Il ne se passe pas de réunions des A. E. P. (gestionnaires des écoles) et des Associations de Parents de l'En-

seignement Libre (A.P.E.L.) sans que la Terreur Rouge ne soit évoquée.

Dernièrement, les A.P.E.L. ont acheté une demi-page de Presse Océan et L'Eclair à "Papa Hersant" pour proclamer: "Ecole libre Libre Choix".

Des tracts sont diffusés un peu partout; bleu-blanc-rouge, ils reprennent curieusement "la colonne des libertés" diffusée aussi par Bolo.

On peut se demander où ils trouvent ce fric, eux qui exploitent en de nombreux endroits le personnel de Service des écoles en lui accordant des salaires de misère encore inférieurs à 1750 F par mois.

Les Directeurs d'Ecole: s'engagent résolument dans la bataille. A Nantes, le frère Directeur de l'Ecole Technique de la Salle a adressé à toutes les familles une longue lettre à l'entête de l'Ecole (mais en son nom personnel.) par le biais du courrier scolaire, en y joignant le Tract de Bolo.

Il y a encore mieux, toujours à Nantes, Mr. Pervenche (laïc), directeur de l'Ecole Saint-Stanislas, est candidat suppléant d'Alexandre-BOLO (R.P.R.). Il ne se gêne pas lui aussi d'utiliser son rôle de directeur de St. Stanislas pour la campagne.

A Pont-Chateau, le frère directeur (Ploermel) a envoyé à toutes les familles et à de nombreuses autres personnes, par la Poste, une revue de 30 pages: outre de nombreuses attaques contre les syndicalistes CFDT de l'école, on peut y lire que si l'Etat supprimait les subventions aux Ecoles, ça ne pourrait plus fonctionner (un aveu?). On n'a pas lésiné, dans cette école qui souffre d'un déficit chronique annuel de plusieurs millions d'A.F., l'opération aura coûté autour de 500F. Il faut dire aussi que Pont-Chateau c'est la circon-

scription de GUICHARD... Il est impossible de citer tous les exemples de ce genre...

Inutile d'insister sur le fait que les Candidats de Droite et d'Extrême droite: R.P.R., P. R., Démocratie-Chrétienne, C.N.I.P. et Front-National... ont fait de l'Enseignement-Privé leur cheval de bataille. Dans les campagnes ça risque d'être payant... Yves De Villepin (C.N.I.P.) dans la 8ème Circonscription (Pays de Retz) s'affiche comme ancien conseiller fédéral des A.P.E.L. Le Manifeste de la Démocratie-Chrétienne affirme: "être contre l'anti-démocratique nationalisation des Ecoles-Libres et pour la Liberté de l'Enseignement"...

Signalons aussi au passage la naissance d'un Mouvement pour la Jeunesse de l'Enseignement Libre (M.J.E.L.), créé par des anciens élèves et des élèves de Droite, issus bien sûr d'écoles privées. "Ce mouvement est apolitique... Notre unique objectif est de préserver la pluralité de l'enseignement et par conséquent de laisser aux parents le choix entre plusieurs types de scolarité et d'éducation", disent-ils.

Ça fermente donc sérieusement à l'heure actuelle. Mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que ces actions sont le fait de quelques individus... et qu'apparemment la masse des élèves et des parents ne semble pas inquiète.

Et du Côté des Travailleurs de l'Enseignement-Libre?

Bien sûr, les syndicats patronaux et la C.F.T.C. appellent à voter pour la Droite.

En Loire-Atlantique ils sont souvent minoritaires aux élections professionnelles.

Les positions de la Fédération-Enseignement-Privé CFDT, pour une intégration des Ecoles Libres, sont suivies par une forte proportion d'enseignants

qui, pour la plupart, n'ont rien à perdre vu les contrats qui les lient déjà avec l'Etat. Il est plus difficile de connaître l'avis des autres travailleurs (personnel de service, secrétaires, comptables...) qui eux sont sans contrat avec l'Etat et qui peuvent sur le champ être licenciés par les notables qui gèrent les Ecoles.

Signalons enfin pour conclure que la F.E.P. - C.F.D.T. vient de publier un dossier explosif, il s'agit d'un livre intitulé "Libres dans l'Ecole libre?" paru dans la Petite Collection Maspéro (No. 203)*. Ce livre bourré de documents permet d'affirmer que l'Ecole libre menace les libertés:

- quand la liberté syndicale n'y est pas reconnue: de nombreux syndiqués CFDT sont victimes d'une répression continuelle, les suppléants n'ont pas intérêt à se syndiquer sous peine de ne pas retrouver de poste...

- quand les élèves n'ont pas le droit à la liberté d'affichage, quand ils sont soumis à des règlements encore souvent rétrogrades...

- quand certaines expériences pédagogiques sont réprimées: des études de Presse ont été interdites parce que les élèves auraient entre les mains "l'Huma" ou "Libé..." par ex.

- quand certains parents (A.P.E.L.) imposent leur façon de penser aux autres, en interdisant par exemple à une autre association de Parents A.P.E.E.C. (Association pour une Evolution de l'Enseignement Catholique) d'être représentée dans la plupart des écoles.

Oui, belle conception de la Liberté... par ceux qui s'en font soi-disant les défenseurs.

Quelque soit l'issue des élections, toutes ces prises de position des responsables (et on n'a pas parlé des évêques, du Pape...) auront au moins eu l'avantage de clarifier les positions politiques des tenants de cet enseignement.

ENQUETE A P L réalisée par des Enseignants privés et "libres"... de dire ce qu'ils pensent.

* Ce livre est en vente à la CFDT (rue Lamoricière) et à la "Librairie 71". 14 F que vous ne regrettez pas, car c'est passionnant et bourré de documents tous authentiques. Un vrai "dossier noir" de l'Enseignement Privé.



Cette photographie a été prise à Nantes, lors d'une manifestation de la F.E.P. CFDT (pour protester contre les lettres d'engagement que les patrons de l'Enseignement libre font signer aux nouveaux enseignants).

Ce Frère de Ploermel (Dominique L.) bien connu dans le "milieu" pour son intégrisme, était venu d'Ancenis suivre la manifestation pour noter les noms des enseignants de son établissement qui participaient à la manifestation de la C.F.D.T.

ARMEE

PROCES:

BERNARD LUCET

BERNARD LUCET, objecteur de conscience, insoumis, passera en procès au Tribunal de Grande Instance de SAINT NAZAIRE, le mardi 7 mars à 15 H.

Que tous ceux qui se sentent concernés par la lutte contre la militarisation et contre tout embrigadement soient nombreux le jour du procès.

SOUTIEN FINANCIER :

Philippe PENEAU
CCP 4 071 11 W (mention B. LUCET)

Le comité de soutien.

Le G.R.I.M. organise pour le procès à SAINT NAZAIRE, un départ de NANTES. RENDEZ-VOUS le mardi 7 mars à 13 H 30 au G.R.I.M., 57, rue des Hauts Pavés - NANTES.

ANIMATION ANTIMILITARISTE

Le vendredi 10 mars, au THEATREQUIPE (5, rue du Ballet à NANTES), le collectif "TOUT VA BIEN" présente un spectacle en trois volets : sketches, diaporama et chansons, autour d'un même thème, l'armée.

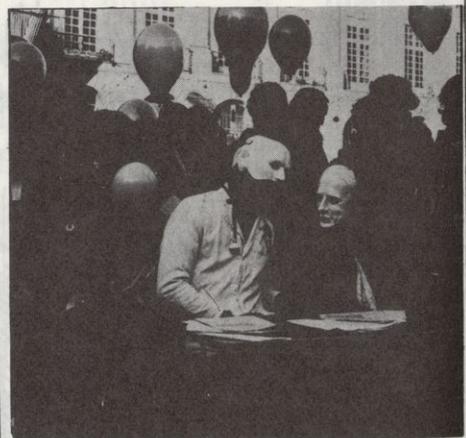
"LA GRANDE MUETTE" :

Montage audio-visuel et chansons. Le diaporama est réalisé à partir des dessins de l'Assiette au Beurre, journal satirique du début du siècle.

Des heures sombres de guerre aux manoeuvres, des camps militaires au commerce des armes, du virilisme à la psychiatrie militaire, sur un ton grave ou sur un air de java.

"La Grande Muette", c'est aussi un récital de chansons traditionnelles et actuelles.

LE VENDREDI 10 MARS A 21 H.
Au THEATREQUIPE - 5, rue du Ballet
Prix des places : 10 Francs.



"QUAND LE PANTALON KAKI DEPASSE SOUS LA BLOUSE BLANCHE" :

sketches tragi-comiques ayant pour cadre le bureau du psychiatre militaire et le tribunal permanent des forces armées.

Les militaires rendent ainsi une justice expéditive dans la sérénité de la certitude scientifique, et nous découvrons une nouvelle maladie mentale : la maladie d'opposition.

CHOMEURS EN SURSIS

A quelques semaines des élections, par l'intermédiaire d'une intense campagne de presse, le patronat et le gouvernement se félicitent d'avoir réduit au million le nombre des chômeurs. Parmi les emplois créés auxquels ils font référence, environ 200.000 d'entre eux sont payés par l'Etat au titre de ce qu'on appelle les "stages Beullac", les stages emploi-formation. Réservée aux jeunes de moins de 25 ans, cette formule doit assurer une formation aux sans-emplois avec, au bout de 6, 7 ou 8 mois (à 40 H par semaine pour 90 % du SMIC, 400 F pour les moins de 18 ans), un emploi définitif, du moins nous l'a-t-on promis...

Mais comment cela se passe-t-il réellement pour les stagiaires ? Y a-t-il un emploi pour chacun à la fin du stage ? comment une boîte ayant près de 50 stagiaires (50 x 40 h x 4 semaines x 8 mois = 64.000h de travail gratuites) pourra-t-elle embaucher 50 ouvriers en Juillet ? Y a-t-il une vraie formation ? Quels sont exactement les droits des stagiaires (congés, assurances futures indemnités de chômage)

Des "stagiaires Beullac" se proposent de répondre à ces questions:

- 1- En diffusant le questionnaire qui suit
- 2- En publiant prochainement la liste des droits effectifs des stagiaires

Cette enquête vise à rassembler suffisamment d'éléments pour permettre de cerner la situation des stagiaires sur Nantes et la région. Si vous appartenez à cette catégorie de travailleurs ou si vous en connaissez, remplissez-le, diffusez-le, faites le remplir dans votre entourage.

Ce questionnaire est à renvoyer à "l'APL" qui transmettra, et dans lequel seront publiés prochainement les résultats. En fonction de ceux-ci, des éventuelles revendications à poser ou des abus à dénoncer, il conviendra peut-être d'aller plus loin...

Ce n'est plus au patronat de parler, c'est à nous, "stagiaires Beullac" de faire la vérité sur notre situation..

QUESTIONNAIRE

1- Par-quels moyens as-tu été embauché dans ce stage ?

a- Que faisais-tu avant (emploi, études, durée de chômage) ?

b- Qui t'a placé dans ce stage (ANPE, patronat, relation...)?

c- As-tu obtenu le stage que tu avais demandé ?

Pourquoi as-tu choisi cette formule ?

2- Dans quelle boîte as-tu été embauché ?

a- Nom (facultatif), production, importance ; est-elle en difficulté économique?

b- Pour quel emploi ?

c- Y a-t-il d'autres stagiaires dans l'entreprise ?

Combien, comment sont-ils employés ?

d- Cette entreprise est-elle loin de ton domicile?

3- Comment se déroule ton stage ?

a- Nombre d'heures de boulot par jour, par semaine ?

b- Le travail que tu fais correspond-il à l'emploi prévu ?

c- Prend-on le temps de t'apprendre le métier ?

d- Une formation de 200 heures minimum étant obligatoire, correspond-elle à l'emploi que tu occupes, te donne-t-elle accès à un diplôme

(CAP ou autre), est-ce l'entreprise ou un organisme extérieur qui se charge de te l'assurer?

e- Reçois-tu un complément de salaire ?

f- Comment et à quel tarif es-tu nourri ?

g- Ton outillage et tes bleus te sont-ils fournis ?

h- Reçois-tu des indemnités (bouffe, transport) ?

i- Si tu as eu un accident ou une maladie, as-tu été pris en charge ?

j- Quels sont tes rapports avec les autres travailleurs de l'entreprise (ouvriers, maîtrise, direction, stagiaires syndicats) ?

k- L'organisation quotidienne de ton stage se fait-elle à l'amiable, selon les textes de l'ANPE, ou suivant le bon vouloir du patron ?

4- Ton avenir ?

a- Seras-tu embauché à la fin de ton stage ?

- Si oui, à quelle place et pour quel emploi ?

- Si non, que comptes-tu faire ?

b- Les mois de stage ne comptant pas pour l'allocation chômage, as-tu travaillé suffisamment de temps auparavant pour en bénéficier ?

5- Remarques ?

a- As-tu des revendications spéciales à formuler ?



LE CHOMAGE RECULE; INLIASSABLEMENT JE LE POURFEND!

SCHNIARK LES STATISTIQUES SONT A MA BOTTE!

b- As-tu des anecdotes ou des remarques à ajouter ?
c- (facultatif) ton nom et ton adresse.

Un certain nombre de ces stages venant prochainement à terme, il est urgent de diffuser ce questionnaire autour de nous, de le remplir au plus vite et de le renvoyer à :
APL - "Stages Beullac"
26 bis BD R. Schumann
44300 NANTES

Des questionnaires en rab sont à disposition au local du journal (ouvert de 17 H à 19 H).

**sous payés et bientôt
sous-alimentés**

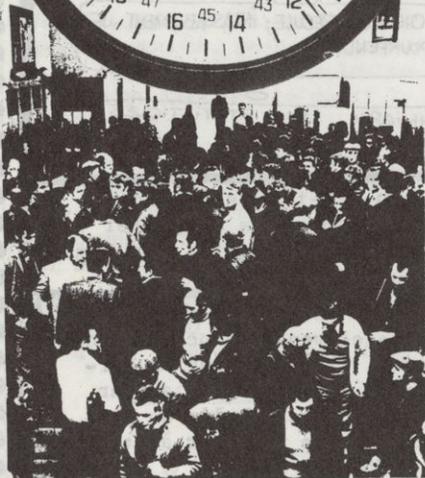
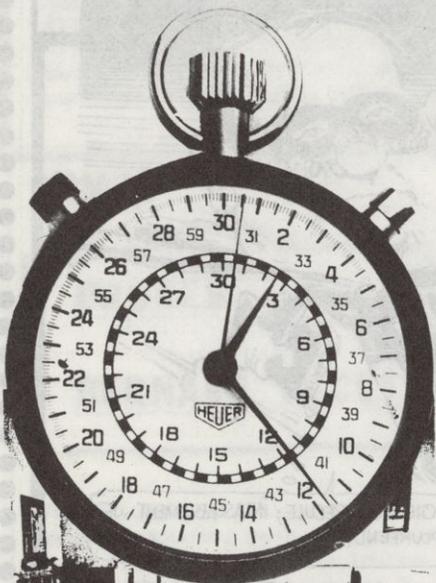
Les smicards a 90 % n'ont pas pu manger beaucoup fin Janvier, début Février. En effet, payé par l'AFPA, à Nantes un certain nombre de stagiaires de papa Barre n'ont touché leur paye (1500 F) que le 12 Février. Déjà leur paye de Novembre leur avait été versé fin Décembre.

Le Million cinq cent mille chômeurs diminue mais le nombre des jeûneurs augmente.

Un stagiaire amaigri

P.S. Pour plus de renseignements s'adresser:

AFPA
RUE RIVAUDIÈRE
44800 St HERBLAIN



LES PENDULES à Tréfinmétaux

Le 9 Février à Trefimétaux, 5 ouvriers de la mécanique étaient convoqués à la direction. Le chef du personnel les avisa qu'ils allaient recevoir chacun une lettre recommandée. Motif: retards trop fréquents.

Pour comprendre la suite, il faut un peu expliquer la situation. L'atelier mécanique à Trefimétaux se trouve à 5mn de l'entrée de l'usine c'est à dire de la conciergerie. La pendule se situe dans l'atelier ce qui veut dire que si vous voulez pointer juste à l'heure il faut passer l'entrée à 7 H 5mn. Depuis des années, nous avons une tolérance de pointage de 3 mn. Cela voulait dire qu'il était permis qu'on ait 1 - 2 3 mn de retard sans qu'on ne nous dise rien ni que nous ayons ¼ H en bas.

Le 9 Février, les 5 gars sont convoqués parce qu'ils "abusent" de ces 3 mn et la direction s'appuie là-dessus pour nous avertir que cet usage (car rien n'est écrit) n'existera plus et que désormais il faudra pointer à l'heure juste. Le 10 Février les ouvriers de la mécanique débrayent pour voir quelle riposte avoir. Il est décidé de faire une pétition demandant la levée des sanctions et le maintien des 3 mn ou la pointeuse à l'entrée de l'usine et de faire un tract que tout le personnel de la mécanique distribuera à l'entrée de l'usine avec l'appui du syndicat.

Le lendemain, tout le personnel de la mécanique est à la porte. Cela surprend la direction qui n'a pas l'habitude de voir tant de monde à distribuer. 4,5 jours passent sans signe de vie de la direction et sans que les lettres recommandées soient envoyées aux intéressés. Puis le pa-

tron nous convoque pour nous proposer un compromis bidon (celui qui arrive avec 1, 2, 3mn de retard partira 1, 2, 3 mn après l'heure) et nous dit que les lettres font partie de la négociation. En clair, si on accepte, les lettres ne partent pas sinon... chantage, pointage...

De nouveau on fait une A.G. des ouvriers de la mécanique qui refuse ces propositions. De nouveau, discussion avec le patron qui accepte un retard par mois de 1, 2, 3 mn. On fait de nouveau une A.G. et on décide de mettre notre revendication en application sans attendre le patron. Comme il y a déjà une pendule à l'entrée pour les bureaux, on installe un panneau pour mettre nos cartes et on pointe à l'entrée. Les deux premiers jours personne ne relève nos cartes puis le 1er Mars paraît une note de la direction comme quoi dorénavant l'atelier mécanique pointerait à l'entrée. C'est une victoire !

Pourquoi la direction après avoir eu une attitude intransigeante a-t-elle reculé si vite ? Plusieurs réponses sont possibles.

- surprise devant notre réaction

- peur du récent conflit de Dubigeon (dans le tract distribué, on généralisait le problème, expliquant qu'après avoir bloqué les salaires, les patrons s'attaquaient maintenant aux différents avantages acquis).

Mais maintenant d'autres ateliers qui sont encore plus loin de l'entrée risquent de demander aussi la pendule à l'entrée, ceci avant la bagarre pour notre revendication de fond: la suppression du pointage.

Des ouvriers de Tréfinmétaux

IMMIGRÉS: *racisme*

quotidien

UN PAVE DANS LA MARE OU
L'HISTOIRE D'UN IMMIGRÉ QUI
SE JETTE A L'EAU



les faits

22 heures 30 Dimanche
19 Février 1978 au Foyer
SOLEIL, avenue des Thébaudières
au Sillon de Bretagne, M. X
travailleur immigré, sort de
sa chambre pour aller aux
toilettes.

A peine sorti, il s'en-
tend ordonner de lever les
mains et de ne pas bouger "si-
non on te descend" précise le
gendarme qui lui plante son
révolver dans les côtes.

Le même gendarme ordonne
à M. X. de le suivre dans la
4L qui stationne à côté. Après
avoir refusé poliment mais
fermement "d'obtempérer", M.
X. n'insiste pas devant les
coups qui commencent à pleuvoir.
Gardant son sang froid il avan-
ce, le revolver dans les reins,
les mains en l'air.

Dehors, les gens demandent
aux gendarmes de relâcher M.
X. innocent ; refus ! Violence
et menaces pleuvent, insultes
aussi "sale bougnoul" - "sale
race" - "on en a marre de
votre g...". On en passe du
même genre. Accusé d'avoir
volé une voiture, M. X. nie,
nouvelles insultes et menaces
"retourne dans ton pays" -
"sale Arabe". De guerre lasse
et devant la bonne foi évi-
dente de M. X., on lui relève
son identité et on le relâche.

Cette histoire, on la
raconte quotidiennement dans
les arrières-salles de café,
on hoche la tête. "C'est comme
ça la vie" - C'est le lot de
l'immigré, trop bronzé, trop
crépu, trop noir, trop d'accent
en définitive, trop différent.

D'habitude on en reste
là, mais cette fois-ci le
travailleur immigré auquel
cette histoire est arrivé re-
fuse de baisser la tête, de
prendre ça comme un supplément
normal aux brimades de toutes
sortes dont il est déjà l'objet
en France.

Le Foyer SOLEIL estime
qu'un tel fait qui constitue
une violation de domicile,
condamnabile en soi, peut créer
un précédent (45 % de ses
résidents sont des travail-
leurs immigrés).



la solidarité

Le GASPROM, le M.R.A.P.,
la Commission Immigrés de la
Municipalité de SAINT-HERBLAIN
le centre socio-culturel du
SILLON DE BRETAGNE soutiennent
que le racisme quotidien ne
doit plus être camouflé, en-
foui.

Il y a une loi contre le
racisme votée en 1972, chaque
immigré a droit à sa différen-
ce et ne doit pas être en but
à la haine raciale attisée
par quelqu'uns au profit d'au-
tres (vous voyez lesquels,
suivez mon regard !). C'est
pourquoi l'affaire a été mise
entre les mains d'un avocat.

Le texte de 1972 est no-
toirement insuffisant, nous
nous proposons d'en faire l'a-
nalyse dans ces colonnes,
prochainement, mais pire qu'in-
suffisant il est mis sous le
boisseau, d'autant plus que
dans l'agglomération nantaise,
il trouve dans tous les mi-
lieux, l'idée confortable se-
lon laquelle le racisme n'exis-
te guère ici, peu d'immigrés
(1) dispersés dans le tissu
urbain, les plus intellectuels
parlent de racisme latent, ça
sécurise, ça donne bonne cons-
cience et puis ça permet de
rejeter aux calendes grecques,
une éventuelle action.

Nous, nous soutenons : 1)
que si peu d'immigrés ont été
abattus froidement dans l'ag-
glomération (le M.R.A.P. a
des cas dans son dossier) cer-
tains pourront le regretter,
un mort ça mobilise sec.
(cf. à Paris au mois de Décem-
bre ?) ça n'empêche pas qu'un
racisme quotidiennement sévit et que
ce racisme fait autant de dé-
gâts que l'autre, le violent

2) Qu'il est grand temps qu'
une action s'organise et que
les faits sortent des arrières
salles des cafés pour aller
sur la place publique.

Foyer SOLEIL
GASPROM MRAP
Centre Socio Culturel
du Sillon Commission extra-
municipale de St-Herblain
(immigrés)

(1) une statistique par rapport
à la population totale : en-
viron 2,3 % de la population
de l'agglomération.

immigrés (suite)

A PROPOS DE L'IMMIGRATION QUESTIONS DU GASPROM AUX CANDIDATS AUX PROCHAINES ELECTIONS LEGISLATIVES

Le GASPROM (Groupement Accueil Service Promotion du Travailleur Immigré) appelle l'ensemble des électeurs à voter contre les candidats qui soutiennent le pouvoir actuel dont la politique en matière d'immigration s'est traduite par l'aggravation constante des conditions de vie et de travail des immigrés et de leurs familles et par le développement considérable du racisme sous toutes ses formes.

C'est pourquoi il rappelle et fait siennes les revendications des travailleurs immigrés telles qu'elles sont formulées par leurs organisations (Projet de plate-forme de la M.T.I.) :

- droit à la sécurité
- droit au travail
- droit à la vie en famille et au logement décent
- droit à l'identité culturelle
- droit à la formation
- versement intégral des allocations familiales aux familles restées dans le pays.

questions aux candidats

Il demande donc à tous les candidats se réclament d'une transformation de la société

- de se prononcer clairement sur l'ensemble de ces revendications
- de formuler des propositions de mesures concrètes pour les satisfaire et de s'engager à la mise en oeuvre immédiate de ces mesures.

Il demande aux candidats d'envoyer une réponse publiable à ces questions au GASPROM
1 Rue Léon Say 44000 NANTES

SOMMAIRE



PAYSANS

Mésanger: réflexions sur le foncier (2-3)
Encore une histoire de cumul (2-3)

NUCLEAIRE

Comment l'EDF vous informe (4-5)

ELECTIONS

Des verts dans la huitième (6-7)
Unité populaire pour le socialisme dans la quatrième (7-8)

JUSTICE

Vol, les flics mauvais scénaristes (9)
Libérez Marco (10-11)



ECOLE

Lettre ouverte à Sparfel (12)
Une tranche de grève en Archi (13-14)
Mon Dieu, faites que la Gauche ne passe pas (15-16)

ARMEE

Animation antimilitariste (16)
Proces de Bernard Lucet (16)

OUVRIERS

Chomeurs en sursis (17-18)
Les pendules à Tréfinétaux (18)

IMMIGRES

Racisme quotidien au sillon (19-20)

ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 25 F Soutien : 40 F
Un semestre : 24 numéros : 50 F Soutien : 80 F
Un an : 48 numéros : 100 F Soutien : 150 F

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 10 frs

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

APL

REUNION DE REDACTION

le vendredi: 21 h
ouverte à tous.

PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h
Telephone: 76 26 33